



### Informations du Guatemala

3<sup>e</sup> Année, n° 118

Du 29 mars au 11 avril 1985

#### Le Guatemala, un pays dont la population a besoin d'aide

L'opinion publique internationale ne peut manquer, une fois encore, de s'émouvoir face à la situation des Droits de l'Homme au Guatemala. La responsabilité des forces de sécurité du régime lors des assassinats récents n'est plus à démontrer. Dès lors, ces faits constituent un échec retentissant pour les observateurs, extérieurs au pays, qui espéraient assister au bourgeonnement de la démocratie dans le pays le plus peuplé d'Amérique Centrale. Au sein du pays même, les espoirs, si modestes soient-ils, de s'orienter vers un gouvernement modéré et une ouverture politique, ont été, comme par le passé, déçus. Les incessants crimes politiques, de toutes espèces, délimitent le cadre du processus électoral.

La Commission des Droits de l'Homme du Guatemala -CDHG- a récemment lancé un appel aux fins d'éviter des actions de répression massive à l'encontre de la population de la bourgade de Santiago Atitlan, située dans le département central de Solola, et, elle a dénoncé les préparatifs effectués en ce sens par l'armée gouvernementale.

La communauté internationale a montré, à plusieurs reprises, sa préoccupation devant le cas du Guatemala et, en de multiples occasions, l'Organisation des Nations Unies a demandé au gouvernement guatémaltèque qu'il respecte les Droits fondamentaux de l'Homme.

Il incombe dès à présent, au vu des événements, à la communauté internationale de mener une action ferme et solidaire pour mettre un terme à cette violence.



DROITS DE L'HOMME

L'Armée effectue des préparatifs criminels  
Incendie de forêts communales  
Enlèvement de paysans à Santiago Atitlan  
Assassinats de dirigeants de groupes de défense de l'Homme  
Futures victimes des disparitions  
Mort annoncée  
Pâques dans la souffrance  
Censure en provenance des Etats-Unis  
Assassinat d'un Professeur d'Université  
Dissensions croissantes au sein de l'armée  
La plus cruelle des dictatures  
L'Armée capture les habitants d'une bourgade  
Paysans fusillés  
Assassinat de paysans à El Peten  
Cultures brûlées

POLITIQUE

Scepticisme de rigueur devant l'évolution démocratique  
Le PASOK, solidaire des victimes de la répression  
Promesses d'amélioration des relations

ECONOMIE

Fuite de capitaux vers les Etats-Unis  
Dévaluation continue du Quetzal

CONTRE-INSURRECTION

Nouveau pôle de développement

INSURRECTION

Actions de l'ORPA  
L'échec de la contre offensive de l'Armée  
Affrontements à El Quiché

SITUATION SOCIALE

Manifestation d'opposition au régime



DROITS DE L'HOMME

L'ARMEE EFFECTUE DES PREPARATIFS CRIMINELS

Le 29 mars, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala faisait savoir que l'Armée gouvernementale a entamé des préparatifs destinés à une campagne d'opérations d'enlèvements et d'assassinats à l'encontre de la population de Santiago Atitlan, situé dans le département central de Solola.

Selon la CDHG, au cours des dernières semaines, l'Armée a multiplié les pressions et les intimidations contre la population de Santiago. Ce fait ajouté au recensement effectué dans la même localité et aux préparatifs destinés à la construction d'un "village modèle" dans la municipalité voisine de Nahuala, confirme les intentions de mener à bien une campagne de terreur semblable à celle qui a sévi dans les départements de Chimaltenango, El Quiché, Alta Verapaz et Huehuetenango.

INCENDIE DE FORETS COMMUNALES

Le 28 mars, le journal télévisé "Patrullaje Informativo" signalait que les forêts du cône du volcan de Atitlan, dans le département de Solola, "auraient été vues en proie aux flammes d'un incendie de taille moyenne qui durait depuis deux jours".

Selon les habitants de l'endroit, cette région, qui est utilisée par les populations villageoises comme forêt communale, a été incendiée par l'Armée au cours d'actions militaires effectuées dans cette zone.

ENLEVEMENT DE PAYSANS A SANTIAGO ATITLAN

Le 3 avril, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala dénonçait le fait que le 29 mars, cinq paysans, habitants de la Municipalité de Santiago Atitlan, avaient été enlevés par des soldats vêtus de civil.

Cette dénonciation stipule également que les paysans sont soumis à la torture dans les souterrains des bâtiments du détachement militaire Localm. Parmi les personnes enlevées se trouvent, Julio de León, Pedro Damian, Nicolas Cali et, Juan Coquiz Ratzar.

ASSASSINATS DE DIRIGEANTS DE GROUPES DE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME

Hector Orlando Gomez Calito, dirigeant du Groupe d'Appui Mutuel -GAM- chargé des démarches visant à faire libérer les détenus et disparus, a été assassiné, le 31 mars, par des effectifs des forces de sécurité gouvernementale qui ont, ensuite, abandonné le cadavre à proximité de la bourgade de Amatitlan, située dans le département de Guatemala. Le corps présentait des signes manifestes de torture en plus d'avoir le crâne broyé et la langue tranchée.

Le 4 avril, après une disparition de plusieurs heures, on a retrouvé, non loin de la capitale, les corps du Vice-Président du GAM, Rosario Godoy de Cuevas, de son fils âgé de deux ans et d'un de ses frères.

Le 3 avril, Angel Reyes, autre dirigeant du GAM, devait fuir le pays du fait de menaces d'attentat à ses jours et de tentatives d'enlèvements perpétrées par les forces de sécurité gouvernementales. D'autres dirigeants du GAM cherchent, eux, asile auprès des missions diplomatiques accréditées dans le pays.

FUTURES VICTIMES DES DISPARITIONS

Le 31 mars, les membres du Groupe d'Appui Mutuel déclaraient "qu'après les membres de leurs familles, c'était leur tour d'être les futures victimes des disparitions". Ils ont ajouté que le gouvernement était responsable des attentats dont ils sont les cibles et ont fait savoir qu'ils avaient reçu de nombreuses menaces, directes et publiques, de la part des fonctionnaires du régime.

Le 5 avril, à Caracas, la Fédération Latino-Américaine des Associations des Familles des Détenus et Disparus -FEDEFAM- protestait contre le gouvernement du Général Oscar Mejia Victores, l'accusant d'être responsable du "vil assassinat de Orlando Gomez". Elle a également fait savoir qu'elle a organisé une campagne internationale de solidarité avec le Groupe d'Appui Mutuel.

*d'après  
Annuaire  
et n'y avait  
pas  
jusqu'à  
fermer  
de de l'achèvement  
local*

*7*

*+*



#### MORT ANNONCEE

Le 6 avril, le journal mexicain "El Dia" qualifiait l'assassinat des dirigeants du Groupe d'Appui Mutuel de crime politique évident commis par le régime du Général Mejia Victores après avoir préalablement menacé les membres de ce groupe humanitaire. Ce qui fait dire au journal mexicain que "l'Armée a respecté au pied de la lettre les menaces voilées".

#### PAQUES DANS LA SOUFFRANCE

L'Archevêque de la métropole, Prospero Penados del Barrio, signalait, le 7 avril, que "le Guatemala avait vécu la semaine de Pâques dans la souffrance, la honte et la mort". Il a ajouté que l'avenir du pays était incertain et obscur.

Penados del Barrio a déclaré, alors qu'il mentionnait l'assassinat des dirigeants du Groupe d'Appui Mutuel et de deux membres de leurs familles, qu'il "s'agit d'un acte si bas, si injurieux qu'il est difficile de qualifier un tel crime". Antérieurement, le 27 mars, l'Archevêque avait affirmé que le fait de demander des éclaircissements sur le sort des détenus et disparus était, contrairement à ce que déclare le gouvernement, un droit et non un acte subversif.

#### CENSURE EN PROVENANCE DES ETATS-UNIS

Le 8 avril, un porte-parole du secrétariat du Département d'Etat a fait savoir que ce même département, à Washington "déplorait vivement" l'assassinat d'un des dirigeants du Groupe d'Appui Mutuel et les autres actes de violence politique commis au Guatemala. Le porte-parole a également souligné "qu'au cours des entretiens qu'ils ont avec les fonctionnaires guatémaltèques, ils mettent l'accent sur la nécessité pour le pays d'améliorer à l'avenir la condition des Droits de l'Homme".

En conclusion, le porte-parole a déclaré "qu'ils considéraient que le Groupe d'Appui Mutuel devait être en mesure de travailler librement et sans être victime d'intimidations quand ils recherchent les parents des disparus".

#### ASSASSINAT D'UN PROFESSEUR D'UNIVERSITE

Le 27 mars, les forces de sécurité gouvernementale ouvraient le feu, à bout portant, et tuaient l'ingénieur Carlos Enrique Cabrera García, Professeur à l'Université nationale de San Carlos, alors que celui-ci se trouvait dans une rue, au centre de la capitale.

Cabrera est le deuxième Professeur d'Université à San Carlos à être assassiné en l'espace de quatre jours. Rappelons que le 24 mars, Flavio Quezada Zaldana subissait le même sort.

#### DISSENSIONS CROISSANTES AU SEIN DE L'ARMEE

Le Général en retraite, Manuel Francisco Sosa Avila, ancien fonctionnaire policier et militaire des régimes en place dans le pays entre 1964 et 1974, a été assassiné avec son petit-fils dans une rue du centre de la capitale.

Selon les observateurs politiques, on ne peut exclure la possibilité que l'assassinat ait été perpétré par les forces de sécurité actuelle étant donné les dissensions qui opposent militaires en retraite et le Haut-Commandement.

Sosa Avila, beau-frère de l'ancien Chef d'Etat, le Général Efraim Rios Montt, avait approuvé, à l'instar d'autres militaires en retraite, les critiques adressées au gouvernement en septembre 1984 par le Général en retraite Guillermo Echeverria Vielman

En outre, le 26 mars, l'Assemblée Nationale Constituante, avec l'accord de la Préfecture d'Etat, approuvait un article de la Constitution stipulant l'interdiction d'utiliser des avions, des véhicules et des aéroports appartenant à l'Armée et au gouvernement à des fins commerciales, mettant fin de la sorte au monopole de l'entreprise de Transports Aériens Militaires -TAM- où Sosa Avila était un important actionnaire.

#### LA PLUS CRUELLE DES DICTATURES

Le 2 avril, les membres de la Commission des Droits de l'Homme du Parlement d'Allemagne Fédérale ont annoncé leur intention d'envoyer un message au Pape Jean Paul II dans le but de l'informer "des atrocités commises au Guatemala, une des plus cruelles dictatures militaires d'Amérique Latine et la moins décriée de toutes". Le message sera envoyé au Souverain Pontife avant l'audience qu'il accordera au Chef de l'Etat Guatémaltèque, le Général Oscar Mejia Victores, à la mi-avril, au Vatican.



### L'ARMEE CAPTURE LES HABITANTS D'UNE BOURGADE

Selon un communiqué du Ministère de la Défense rendu public le 6 avril, les habitants de la bourgade Cotzal, (111 personnes, hommes, femmes et enfants inclus), située dans le département de El Quiché, au nord-ouest, ont été capturé par l'Armée qui a affirmé avoir découvert un campement de l'Armée des Guérilléros des Pauvres -EGP- dans cette région.

Toujours d'après l'information officielle, l'Armée a confisqué dans cette bourgade 420 quintaux de maïs.

### PAYSANS FUSILLES

X Le 5 avril, on apprenait que des présumées forces de sécurité gouvernementale avaient fusillé trois enfants sous les yeux impuissants de leur mère avant de la tuer à son tour. Cet assassinat a eu lieu dans la municipalité de San Pedro Jocopilas, située dans le département de El Quiché, au nord-ouest du pays.

D'après les informations diffusées par "Radio Fabulosa", le groupe armé s'est attaqué à la mère d'abord après lui avoir fait subir un interrogatoire; c'est alors que les enfants, dont les âges n'ont pas été déterminé, ont cherché à défendre leur mère, provoquant de la sorte la fureur des agresseurs qui les ont tué. La famille a été enterrée sur place et l'on croit que les assassins étaient à la recherche du père.

### ASSASSINAT DE PAYSANS A EL PETEN

Le 8 avril, des habitants des villages de Poptun et Dolores signalaient que 11 paysans avaient été capturé, torturé puis assassiné dans le département septentrional de El Peten, début mars, par des effectifs de l'Armée gouvernementale.

### CULTURES BRULEES

cf. p. suivante  
Le Comité de l'Unité Paysanne -CUC- dénonçait, le 9 avril, le fait que plus de 400 ha de cultures de maïs ont été détruit, entre les 16 et les 26 du mois de mars, par quelques 800 effectifs de l'Armée et des troupes spéciales -Kaibiles- dans le village de Tzalbal, situé dans la municipalité de Nebaj, département de El Quiché, et aux environs des chefs-lieux municipaux de ces deux localités.

Ainsi, le CUC signale que des centaines de paysans, dont la majorité sont des personnes âgées, des femmes et des enfants, du village Eicoxo, situé dans la même région, risquent d'être massacrés par les Kaibiles. Le CUC en appelle donc à la solidarité internationale pour protéger la vie de ces personnes.

### POLITIQUE

#### SCEPTICISME DE RIGUEUR DEVANT L'EVOLUTION DEMOCRATIQUE

A leur retour en Allemagne, les parlementaires d'Allemagne occidentale, Freimut Duve et Ernest Waltemathe, ont fait part de leur "scepticisme devant l'évolution démocratique" au Guatemala. Ils ont affirmé que les militaires exerçaient un contrôle quasi absolu sur les droits politiques et sociaux des citoyens et se sont adressés à l'Administration Reagan pour que cette dernière s'abstienne de pourvoir de l'aide au régime militaire guatémaltèque, alors que les violations des Droits de l'Homme se poursuivent.

#### LE PASOK, SOLIDAIRE DES VICTIMES DE LA REPRESSION

Le 28 mars, on apprenait que le parti grec au pouvoir, le mouvement Panhellénique Socialiste -PASOK- se solidarisait avec les victimes de la répression au Guatemala, après avoir pris connaissance du rapport sur la situation qui sévit actuellement dans le pays, présenté par la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala devant l'ONU, Organisation des Nations-Unies.

#### PROMESSES D'AMELIORATIONS DES RELATIONS

Le 30 mars, les candidats à la présidence, Vinicio Cerezo, Mario Sandoval et Jorge Serrano Elias, respectivement représentant les partis Démocratie-Chrétienne, Mouvement de Libération Nationale (d'extrême-droite) et Démocratique de Coopération Nationale, au cours d'un entretien avec les membres de la Loge Juive B'nai B'rith, affirmaient leur volonté de maintenir et améliorer les relations du pays avec Israël qui est le principal conseiller et fournisseur d'armes pour l'Armée guatémaltèque.



Mario Sandoval a ajouté que son premier geste de Président serait de transférer l'Ambassade guatémaltèque de Tel Aviv à Jérusalem, comme l'ont déjà fait le Costa Rica et le Salvador.

ECONOMIE

FUITE DES CAPITAUX VERS LES ETATS-UNIS

Le 28 mars, le Ministre de l'Economie, Leonel Hernandez Cardona déclarait que la fuite des capitaux sortant du Guatemala pour se rendre aux Etats-Unis, au cours de ces 5 dernières années, s'élevait à plus de 1 168 millions de dollars.

DEVALUATION CONTINUE DU QUETZAL

Le Quetzal (monnaie nationale estimée en parité avec le dollars) était coté sur le marché parallèle, au cours de la dernière semaine de mars, à Q.2,20 par dollar, ce qui équivaut à une dévaluation sans précédent de son taux de change.

CONTRE-INSURRECTION

NOUVEAU POLE DE DEVELOPPEMENT

Le Chef de l'Etat, le Général Oscar Mejia Victores, inaugurerait, le 27 mars, un "nouveau pôle de développement", dans le village Paquixic, situé dans la municipalité de San Juan Comalapa, dans le département central de Chimaltenango. Quelques 20 familles cakchiquèles, originaires d'une autre région, furent ainsi réunies dans ce nouveau pôle après avoir été déplacées par l'Armée.

INSURRECTION

ACTIONS DE L'ORPA

L'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- faisait savoir, le 28 mars, que les forces insurrectionnelles s'étaient emparé, le 26 mars, et avaient maintenu leur position dans la municipalité importante de El Quetzal et, par la suite avaient occupé la plantation de café El Naranjo, situé dans le département occidental de San Marcos, où elles ont organisé des réunions politique avec la population et distribué de la propagande portant sur la lutte populaire.

L'ORPA, membre de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG- ajoute que le 27 mars, elle a harcelé par un feu nourri et en lançant des grenades les troupes de l'Armée qui se déplaçaient entre les propriétés Ona et Belen, à San Marcos, provoquant par la même 6 pertes à l'Armée.

L'ECHEC DE LA CONTRE OFFENSIVE DE L'ARMEE

Selon un communiqué émanant des insurgés et rendu public le 30 mars, la contre offensive que les forces armées ont lancé durant le mois de mars contre les effectifs de l'ORPA dans les zones des plantations de café et les régions montagneuses des départements de San Marcos et Suchitepequez s'est soldée par un échec.

AFFRONTEMENTS A EL QUICHE

Le convoi de l'armée qui se déplaçait entre Nebaj et Tzalbal, dans le département de El Quiché, au nord-ouest du pays, est tombé dans l'embuscade que lui tendaient, le

29 mars, les forces de l'Armée des Guérilléros des Pauvres -EGP- provoquant ainsi au sein des troupes officielles la mort de 18 soldats et un nombre incalculé de blessés.

Au cours d'un combat d'environ 40 minutes, l'EGP, membre de l'URNG, Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque, a attaqué, ce même 29 mars, la garnison située dans la bourgade Vitzach, près du lieu de l'embuscade.

SITUATION SOCIALE

MANIFESTATION D'OPPOSITION AU REGIME

La grève <sup>quelque de dolores</sup> des souffrances, tradition célébrée le dernier vendredi de Carême par les étudiants de l'Université Nationale de San Carlos, s'est transformée en une manifestation gigantesque de rejet à l'encontre du régime militaire, coupable et responsable de la crise qui sévit dans le pays et de la violation des Droits de l'Homme du peuple guatémaltèque.

La manifestation, que des milliers d'habitants sont venu grossir, a parcouru les rues principales de la capitale.